

## ÉLECTIONS POUR LA GESTION DES ŒUVRES SOCIALES

## Mobilisation record pour enjeux de taille

**Les travailleurs de l'éducation se sont massivement mobilisés hier pour choisir le mode de gestion des œuvres sociales. En dépit de quelques cas de dépassements, l'opération s'est déroulée dans le calme. Les résultats définitifs sont attendus pour mardi prochain.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Jour J hier pour les 650 000 travailleurs de l'éducation. Ils étaient appelés à donner leurs voix pour choisir la manière dont seront gérées à l'avenir les œuvres sociales du secteur. Entre 9h et 14h, ils ont glissé dans les urnes les bulletins qui permettront de trancher en faveur d'une gestion nationale ou décentralisée du fonds des œuvres sociales. Dès les premières heures de ce scrutin inédit, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) criait au scandale. Son président Abdelkrim Boudjenah faisait en effet état de plusieurs cas de dépassements signalés dans différents établissements. Il affirmait que dans certaines écoles, des inspecteurs faisaient pression sur le personnel afin d'opter pour la gestion décentralisée alors que dans d'autres, les urnes ont été laissées sans surveillance.

Le SNTE a saisi le ministère de l'Education au sujet de ces dépassements. Quelques cas ont également été relevés par le Snapest. Son coordonnateur Meziane Meriane faisait état hier de dépassements notamment dans la wilaya de Tizi Ouzou où le coordonnateur du Snapest a été empêché de voter par la directrice de son établissement. A Sidi Bel Abbès, le représentant de ce même syndicat a été empêché de surveiller le déroulement de l'opération de vote alors qu'à Constantine l'opération de surveillance de l'urne dans un lycée a été confiée à un représentant d'un syndicat dont les positions en faveur d'un mode de gestion sont bien connues. Des cas qui, selon Meziane Meriane, n'ont pas gâché ce qu'il n'hésite pas à qualifier de «fête pour la démocratie syndicale» car, dit-il, au final «les syndi-

cats n'ont rien à gagner ou à perdre». Du côté du Cnapest, c'est plutôt la satisfaction. Son chargé de la communication, Messaoud Boudiba, estimait hier que la mobilisation du personnel de l'éducation était exemplaire. Les résultats premiers de cette consultation seront connus dès aujourd'hui mais les résultats définitifs ne seront proclamés que mardi prochain pour laisser place aux recours. Si l'option de la gestion via des commissions nationales est majoritaire, le processus ne sera finalisé qu'au 31 décembre prochain avec l'élection des représentants au niveau des commissions de wilaya puis au niveau de la commission nationale. Si au contraire, l'option de la centralisation rafle la majorité du suffrage, les représentants des travailleurs au niveau de chaque établissement ne seront connus que le



Photo : Samir Sid.

24 décembre à l'issue d'un vote qui sera organisé dans ces établissements. Dans les deux cas, le processus sera achevé avant le début de l'année prochaine. Le

long feuilleton des œuvres sociales de l'éducation prendra alors fin avec une victoire incontestée des syndicats autonomes. Après un long combat, des grèves

à répétition et d'âpres négociations, le monopole exercé par l'UGTA a fini par céder après des années de résistance.

N. I.

## GRÈVE DANS LES LYCÉES

## Le mouvement suivi à 60%

**La journée de protestation à laquelle a appelé, hier, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a été suivie à 60%. Le syndicat, qui dénonce le silence de la tutelle, annonce un nouveau mouvement de protestation, plus radical, pour le mois de janvier prochain.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Pari gagné pour le CLA. Le syndicat a réussi à mobiliser les enseignants autour d'une journée de protestation observée, hier, au niveau des différents établissements du secondaire à travers le territoire national.

Alors que les enseignants étaient appelés, hier, à choisir le mode de gestion des œuvres sociales, le CLA, lui, a tenu à marquer cette journée en appelant au débrayage. Le mot d'ordre a été largement suivi, selon le porte-

parole du syndicat qui avance un taux de 60% au niveau national. Le taux de suivi, souligne-t-il, diffère d'une wilaya à une autre. Ainsi, Alger, par exemple, a adhéré à 80% au mouvement, contre 70 % à Béjaïa et 60 % dans la wilaya d'Oran.

Le syndicat se dit satisfait de cette démonstration de force des enseignants, malgré les intimidations de l'administration. «Pour tromper l'opinion publique, l'administration a obligé les élèves à rester à l'intérieur des lycées malgré la grève», a souligné le porte-parole du CLA. «Les enseignants ont eu ras-le-bol des promesses non tenues par la tutelle concernant les questions du statut et des rappels», souligne Hakim Bachir, porte-parole du CLA. Il a expliqué que le ministère de l'Education nationale avait promis de régler le problème du statut particulier avant le 15 novembre dernier mais

rien n'a été encore fait à ce jour. Le syndicat, qui demande également à ce que les rappels soient versés dans leur totalité avant la fin de l'année en une seule tranche, réclame une retraite à 100% après 25 ans de service. Concernant les élections des œuvres sociales, le syndicaliste estime que «la tutelle tente de détourner les enseignants de leurs vraies revendications». Les œuvres sociales ne sont pas une priorité, selon le syndicaliste. Cette journée de protestation ouvre le bal à d'autres actions que le CLA compte organiser pour forcer la tutelle à réagir. Le syndicat souligne que les enseignants sont déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. La preuve, prévient-il, la corporation reviendra à la charge dès le mois de janvier prochain pour des actions plus radicales.

S. A.

## LE BRAS DE FER ENGAGÉ À LA ZONE INDUSTRIELLE DE ROUIBA

## Sit-in de protestation attendu aujourd'hui à la SNVI

**La menace d'une démonstration de force au niveau de la zone industrielle de Rouiba est mise en exécution. A l'appel du syndicat d'entreprise de la SNVI (Société nationale des véhicules industriels), un sit-in de protestation sera observé, aujourd'hui, par les milliers de travailleurs de cette entreprise devant le siège de leurs directions respectives.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** L'appel lancé à l'ensemble des travailleurs et travailleuses de la SNVI, et dont nous détenons une copie, se veut comme un «dernier avertissement», avant une démonstration de force sous l'égide de la coordination syndicale de la zone industrielle de Rouiba sous la houlette de l'Union locale de ladite localité. Dans leur appel, les représentants des travailleurs de la SNVI justifient ce recours à la protestation «par le retard dans la mise en œuvre du projet d'organisation du groupe SNVI, le manque de transparence et de visibilité concernant le dossier de partenariat ou encore la mauvaise volonté clairement affichée par la direction générale lors des négociations relatives aux modalités d'attribution de la médaille de

mérite, conformément à l'accord collectif du 5 septembre 2011».

Cette montée au créneau des syndicalistes de l'ex-Sonacome intervient au lendemain de la réunion qui a regroupé l'ensemble des structures syndicales recensées au niveau de la zone industrielle de Rouiba et lors de laquelle les représentants des travailleurs ont affiché ouvertement leur «détermination à aller au bout de leurs revendications».

## Silence radio de Benmeradi

Depuis cette réunion, aucune suite favorable n'a été donnée aux doléances des syndicalistes. Mieux, les différentes correspondances adressées respectivement en date des 1<sup>er</sup> et 6 décembre au ministre du Travail et de l'Emploi et à celui de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement n'ont connu aucune suite favorable. Une situation qualifiée de «mépris» à l'égard du monde du travail, «d'où le recours à une démonstration de force».

En date du 1<sup>er</sup> décembre 2011, une correspondance adressée au ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, portant la signature du pre-

mier responsable de la Centrale syndicale, a fait état de la situation qui prévaut au niveau de la zone industrielle de Rouiba. «Notre organisation a toujours recommandé à ses instances et structures de régler les différends, quelle que soit leur nature, dans le cadre du dialogue et de la concertation afin d'éviter tout dépassement de situation et maintenir la stabilité dans l'entreprise et la paix sociale. Et c'est à l'effet d'une intervention de votre part auprès de ces entreprises pour mettre fin à ces dépassements et ouvrir les portes du dialogue et du respect de la volonté des travailleurs et de leur représentation syndicale, que nous vous demandons de bien vouloir concourir à la stabilité du climat social dans une zone industrielle névralgique», lit-on dans ladite lettre.

## Représentation syndicale bafouée

Dans le document en question, le secrétaire général de l'UGTA a interpellé le ministre Benmeradi afin d'intervenir auprès des entreprises installées dans cette zone pour le respect du droit syndical et du dialogue avec le partenaire social représentant des travailleurs». «La tripartite des 3 et 4 mars 2005 avait confirmé que le gouverne-

ment attache la plus haute importance au libre exercice du droit syndical garanti par la Constitution et codifié par la loi. Un tel respect s'inscrit d'abord dans le cadre de l'Etat de droit que l'Algérie œuvre à consolider. Le respect de l'exercice du droit syndical est aussi un accompagnement national et légitime», dira Sidi-Saïd.

Même ton dans la lettre adressée une semaine auparavant au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Ce dernier, en sa qualité de garant de l'application des textes législatifs relatifs au monde du travail, a été informé en date du 1<sup>er</sup> décembre dernier de «l'entrave à la liberté de l'exercice du droit syndical dans le secteur privé». C'est dans cette optique que le secrétaire général de l'UGTA a demandé à son vis-à-vis du département du travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale d'intervenir à même «d'endiguer ce fléau de non-reconnaissance d'un droit constitutionnel».

En somme, cette situation, qualifiée de «non-droit» au niveau de la zone industrielle de Rouiba, est à l'origine de cette montée au créneau des représentants des travailleurs. Ces derniers sont décidés à rééditer la protesta de janvier 2010.

A. B.